

102/2019 - 21 juin 2019

Structure de la dette publique en 2018

Dette principalement détenue par les non-résidents dans la moitié des États membres de l'UE

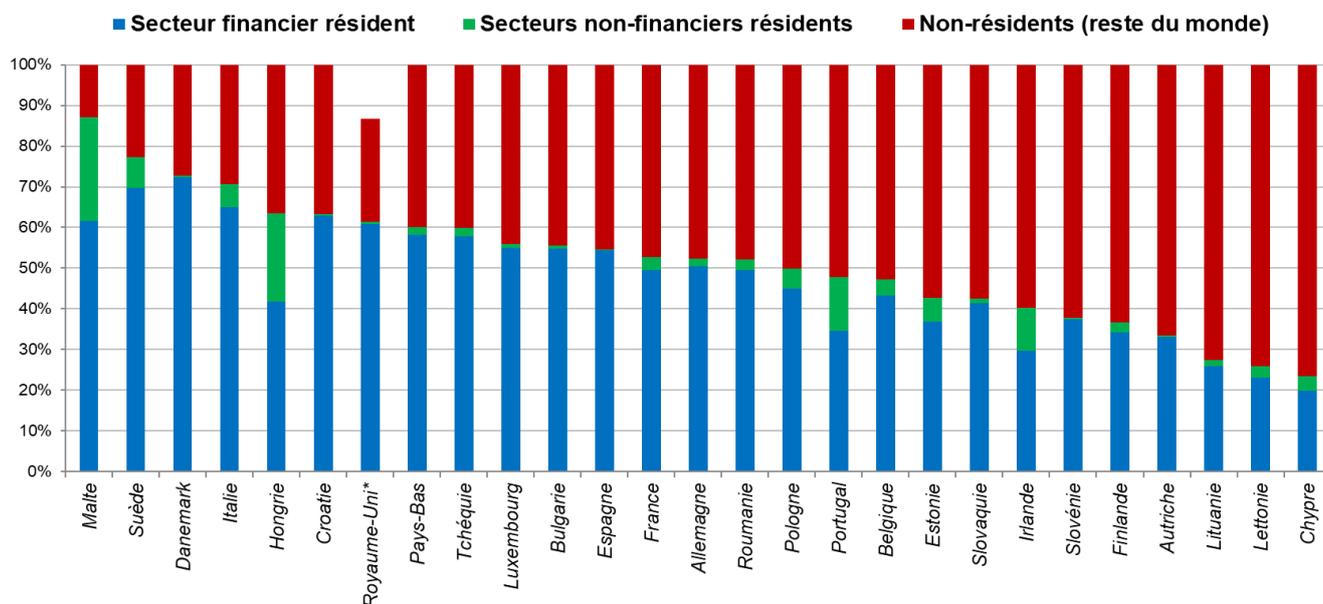
Les échéances initiales à long terme prévalent nettement

Des différences importantes peuvent être observées dans l'Union européenne (UE) s'agissant du secteur détenteur de la dette publique. Parmi les États membres pour lesquels des données sont disponibles, la proportion la plus élevée de la dette publique détenue par les non-résidents en 2018 a été enregistrée à **Chypre** (76%), suivie par la **Lettonie** (74%) et la **Lituanie** (73%). À l'inverse, la plus grande part de la dette détenue par le secteur des sociétés financières résidentes a été enregistrée au **Danemark** (72%), devant la **Suède** (70%) et l'**Italie** (65%).

D'une manière générale au sein des pays membres de l'UE, moins de 10% de la dette était détenue par les secteurs non-financiers résidents (sociétés non-financières, ménages et institutions sans but lucratif au service des ménages), à l'exception de **Malte** (25%), la **Hongrie** (22%), le **Portugal** (13%) ainsi que l'**Irlande** (11%).

Ces informations sont extraites d'un [article](#) publié par **Eurostat**, l'office statistique de l'Union européenne. Il contient des informations détaillées sur la dette brute des administrations publiques des États membres de l'UE, ventilée par sous-secteur, instrument financier, détenteur, échéance et monnaie d'émission, ainsi que sur les garanties accordées par le secteur des administrations publiques et d'autres caractéristiques. Seule une petite sélection des informations disponibles sont présentées dans ce communiqué de presse.

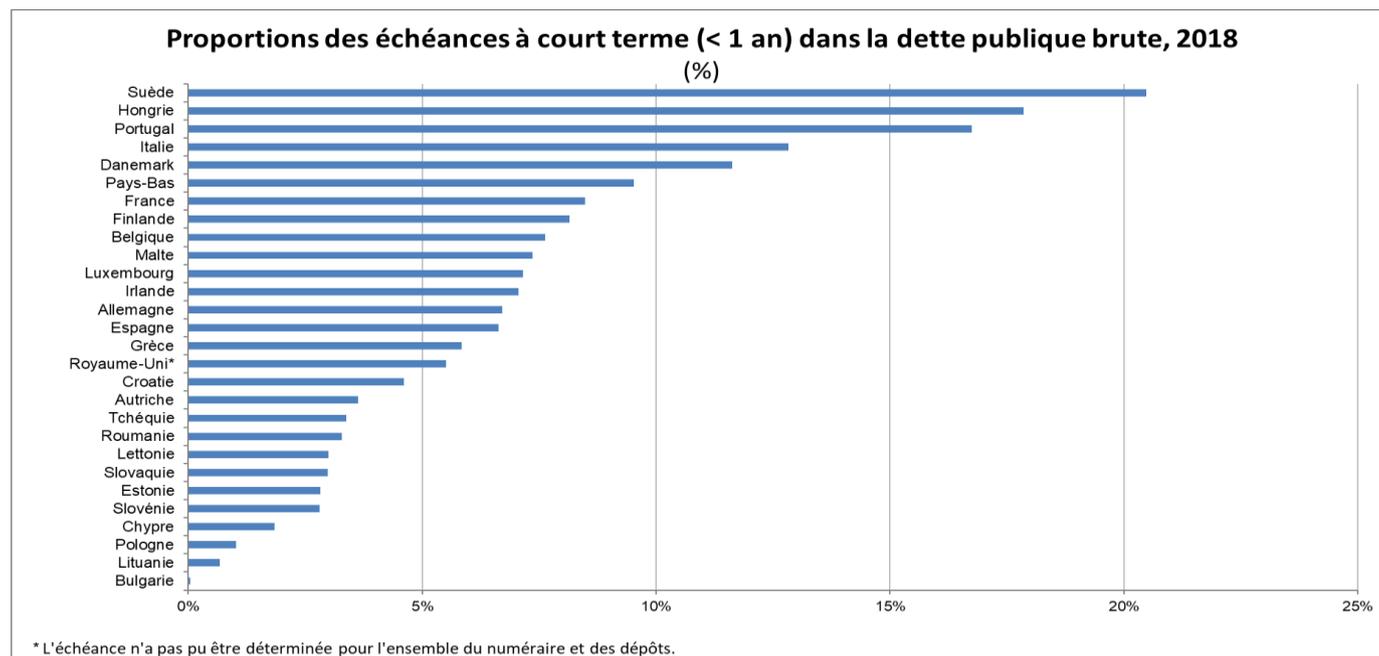
Dette brute des administrations publiques par secteur détenteur, 2018



* La somme des parts ne correspond pas à 100% du fait des montants dont le détenteur n'a pas pu être déterminé.
Grèce : données non disponibles.

Part des échéances initiales à court terme la plus élevée en Suède, Hongrie et au Portugal

Avec un peu plus de 20% de sa dette publique totale assortie d'un terme de moins d'un an, la **Suède** a enregistré en 2018 la proportion la plus élevée d'échéances initiales à court terme parmi les États membres, devant la **Hongrie** (18%) et le **Portugal** (17%), l'**Italie** (13%) et le **Danemark** (12%). À l'opposé, la quasi-totalité de la dette avait une échéance de plus d'un an en **Bulgarie**, en **Lituanie**, en **Pologne** et à **Chypre**.



La dette publique surtout composée de titres de créance dans la plupart des États membres

En 2018, les titres de créance ont constitué le principal instrument financier dans quasiment tous les États membres de l'UE. Tel fut particulièrement le cas en **Tchéquie** (90% du total de la dette publique) et en **Hongrie** (89%), suivie par **Malte** et la **Slovénie** (88% chacun), le **Royaume-Uni** (87%), l'**Espagne**, la **France** et la **Slovaquie** (86% chacune), ainsi que l'**Italie** (85%). En revanche, les prêts étaient largement dominants en **Estonie** et en **Grèce**, où ils ont représenté respectivement 88% et 82% du total. Le recours aux prêts a également été important à **Chypre** (48%), au **Luxembourg** (32%), en **Croatie** (31%), en **Suède** (30%) et au **Portugal** (28%). Le numéraire et les dépôts ne constituaient généralement qu'une petite partie de la dette, sauf au **Portugal** (11%), en **Irlande** et au **Royaume-Uni** (10% chacun) et en **Italie** (8%).

Méthodes et définitions

Pour le calcul de la **dette brute des administrations publiques**, la définition retenue est celle du traité de Maastricht, utilisée pour la procédure concernant les déficits excessifs: la dette brute est évaluée en valeur nominale (faciale) et correspond aux passifs en cours à la fin de l'année et consolidés entre les secteurs des administrations publiques et à l'intérieur de ceux-ci. Cela signifie que la dette contractée par un sous-secteur et détenue par un autre s'annule. La part des dettes intra-administrations est différente dans chaque pays. Les instruments inclus dans la dette brute des administrations publiques sont le numéraire et dépôts, les titres de créances ainsi que les prêts. Les secteurs non-financiers résidents comprennent les sociétés non-financières, les ménages et les institutions sans but lucratif au service des ménages. Les totaux de la dette brute des administrations publiques correspondent aux données notifiées en avril 2019 dans le cadre de la procédure sur les déficits excessifs.

Plus d'informations

[Section du site web](#) d'Eurostat consacrée aux statistiques des finances publiques.

[Base de données](#) d'Eurostat sur les finances publiques.

[Métadonnées](#) d'Eurostat relatives à la structure de la dette publique.

[Article Statistics Explained](#) d'Eurostat sur la structure de la dette publique, comprenant des notes spécifiques par pays.

Publié par: **Service de presse d'Eurostat**

Renata PALEN
Tél.: +352-4301-33 444
eurostat-pressoffice@ec.europa.eu

Production des données:

Monika GAPINSKA
Kornelia BEZHANOVA
Anne MULKAY
Yordan YORDANOV
Laura WAHRIG
Tél.: +352-4301-36 226
estat-gov-debt@ec.europa.eu

[EurostatStatistics](#)

ec.europa.eu/eurostat

[@EU Eurostat](#)

Demandes média: Eurostat media support / Tél.: +352-4301-33 408 / eurostat-mediasupport@ec.europa.eu

Structure de la dette des administrations publiques des États membres de l'UE, 2018

	Dette brute des adm. publiques (en % du PIB)	Dette brute des administrations publiques par:							Dette brute de l'administration centrale en euro** % total de la dette brute de l'administration centrale
		secteur détenteur (proportion)			échéance initiale	instrument (proportion)			
		Non-résidents (reste du monde) %	Financier résident (sociétés financières) %	Secteurs non-financiers résidents %	Part de la dette à court terme (< 1 an) %	Numéraire et dépôts %	Titres de créance %	Prêts %	
EU	80,0	:	:	:	:	4,1	81,6	14,2	:
Zone euro	85,1	:	:	:	:	3,1	80,9	16,0	:
Belgique	102,0	52,7	43,4	3,9	7,6	0,3	82,5	17,2	100,0
Bulgarie	22,6	44,4	54,8	0,8	0,0	-	73,3	26,7	79,6
Tchéquie	32,7	40,1	57,8	2,0	3,4	0,5	89,6	9,9	11,2
Danemark	34,1	27,2	72,3	0,5	11,6	2,6	74,8	22,6	0,0
Allemagne	60,9	47,7	50,4	1,9	6,7	0,7	73,1	26,1	96,2
Estonie	8,4	57,2	36,8	6,0	2,8	2,6	9,0	88,4	100,0
Irlande	64,8	59,7	29,7	10,6	7,1	10,5	65,1	24,4	98,3
Grèce	181,1	:	:	:	:	1,8	15,8	82,4	98,0
Espagne	97,1	45,4	54,3	0,3	6,6	0,4	86,4	13,2	100,0
France	98,4	47,3	49,5	3,2	8,5	1,8	86,1	12,2	100,0
Croatie	74,6	36,7	62,9	0,4	4,6	0,0	68,8	31,2	71,7
Italie	132,2	29,4	65,1	5,6	12,8	7,7	84,6	7,7	99,9
Chypre	102,5	76,5	19,8	3,7	1,8	0,7	50,9	48,5	97,9
Lettonie	35,9	74,0	23,0	3,0	3,0	2,5	78,0	19,6	91,4
Lituanie	34,2	72,5	25,9	1,6	0,7	1,9	83,6	14,5	100,0
Luxembourg	21,4	44,1	55,0	0,9	7,2	2,4	65,6	32,1	100,0
Hongrie	70,8	36,5	41,8	21,7	17,9	0,6	88,5	10,9	77,9
Malte	46,0	13,0	61,6	25,4	7,4	4,9	88,3	6,9	100,0
Pays-Bas	52,4	40,0	58,1	1,9	9,5	0,4	80,0	19,6	99,9
Autriche	73,8	66,5	33,1	0,4	3,6	0,6	84,1	15,3	99,6
Pologne	48,9	50,2	44,9	4,9	1,0	0,6	78,4	21,0	25,2
Portugal	121,5	52,1	34,6	13,3	16,7	10,8	61,0	28,2	100,0
Roumanie	35	47,8	49,5	2,7	3,3	2,1	82,6	15,3	52,0
Slovénie	70,1	62,3	37,4	0,4	2,8	0,6	87,7	11,8	99,9
Slovaquie	48,9	57,5	41,4	1,1	3,0	0,7	85,5	13,7	95,0
Finlande	58,9	63,3	34,1	2,5	8,2	0,6	77,6	21,8	100,0
Suède	38,8	22,7	69,8	7,6	20,5	3,6	66,5	29,9	10,1
Royaume-Uni	86,8	25,4*	60,9*	0,5*	5,5*	10,4	86,8	2,9	:
Norvège	39,3	47,3	49,9	2,7	25,4	-	40,1	59,9	:

* La somme des pourcentages ne correspond pas à 100% du fait de montants dont le détenteur ou la maturité n'ont pas pu être pleinement déterminés.

**La dette en monnaie étrangère couverte par un dérivé est déclarée comme étant libellée en monnaie nationale - Ne s'applique pas : Données non disponibles